

En ligne tous les mercredis

11 juillet 2012

Sommaire

LA VIE ECONOMIQUE

- [Le discours de politique générale de Jean-Marc Ayrault](#)
- [Les réactions politiques au discours de M. Ayrault](#)
- [La confiance votée pour le gouvernement Ayrault](#)
- [Sécurité sociale : le déficit se réduit moins vite que prévu](#)
- [Le gouvernement esquisse sa politique pour la sécurité sociale](#)
- [Le gouvernement repousse l'idée d'une hausse de la TVA](#)
- [Le déficit de l'Etat s'est creusé de 1,2 milliard en mai sur un an](#)
- [Léger recul du déficit commercial français en mai](#)
- [Le MEDEF propose un compromis sur la taxe sur les dividendes](#)
- [Automobile : pas de retour de la prime à la casse](#)
- [GDF Suez demande une hausse de 4,1 % du prix du gaz. M. Ayrault écarte une hausse supérieure à l'inflation](#)
- [Chômage : la CGT évalue à 75 000 le nombre de postes menacés](#)
- [Le MEDEF prédit des plans sociaux massifs à la rentrée](#)
- [La Banque de France confirme s'attendre au recul du PIB au 2^{ème} trimestre](#)
- [Le réseau Ile-de-France Initiative a financé 1 205 entreprises en 2011](#)
- [Manuel Jacquinet, rédacteur en chef de la revue « En Contact » : 5 mesures pour créer 15 000 emplois en France dans les plates-formes téléphoniques](#)
- [Pour la 1^{ère} fois, la France émet de la dette à des taux négatifs](#)
- [Sommet social : François Hollande appelle à « faire évoluer notre modèle social pour mieux le garantir »](#)
- [Hausse des tarifs de l'énergie et des transports](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

- [Plus de 7 milliards de hausses d'impôts dès 2012](#)
- [Le fisc devra rembourser 4,6 millions d'euros aux Témoins de Jéhovah](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

- [Microsoft soupçonné de fraude fiscale en France](#)
- [Bouygues Telecom : un plan de plus de 500 départs](#)
- [Orange ne remplacera pas tous les départs en retraite](#)
- [Sanofi : 1 000 à 2 000 emplois menacés](#)

LA VIE DES DEPARTEMENTS

- [Yvelines : 300 postes supprimés chez Renault-Flins](#)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

- [Jean Arthuis \(Alliance Centriste\) : « Il faut augmenter la TVA et la CSG »](#)
- [Budget : les mesures fiscales inquiètent la CGPME](#)

LIVRES/PUBLICATIONS DIVERSES

- [Institut Montaigne : « Choisir les bons leviers pour insérer les jeunes non qualifiés »](#)

Qu'est-ce que Le.Crible ?

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale. Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc. Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : eric.tessier@urssaf.fr

LA VIE ECONOMIQUE

● Le discours de politique générale de Jean-Marc Ayrault

Les principaux points d'ordre économique du discours de M. Ayrault :

- **La dette** : « A chacune et à chacun de faire preuve de responsabilités [...] au milieu d'une crise sans précédent qui menace de nous faire perdre notre modèle social et républicain. Le poids de la dette est devenu écrasant. L'Etat verse ainsi près de 50 milliards d'euros par an à ses créanciers. Mais [...] je ne suis pas venu lancer un débat sur l'héritage. [...] Cette situation, je ne l'accepte pas. [...] Parce que la dette, c'est moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de transports publics. [...] Parce que la dette, c'est ce que nous léguons aux générations futures si nous n'agissons pas. Mon gouvernement sera celui de la responsabilité face à la jeunesse ».

- **Travail** : « Je crois qu'une fiscalité qui valorise le travail plutôt que la rente est un profond encouragement pour ceux qui prennent des risques. [...] J'estime les chefs d'entreprise et je les connais. Je salue leur apport à notre économie. [...] Etre juste c'est aussi ne pas stigmatiser les chômeurs en leur faisant porter la responsabilité de leur infortune ».

- **Impôts** : « La volonté de ce gouvernement c'est de solliciter d'abord ceux qui jusqu'ici ont été exonérés de l'effort collectif. [...] Le collectif budgétaire reviendra sur l'allègement incompréhensible de l'ISF et des droits sur les grosses successions, le bouclier fiscal, l'exonération des heures supplémentaires dans les entreprises de plus de 20 salariés qui décourage la création de nouveaux emplois. [...] Les classes populaires et les classes moyennes seront épargnées, puisque sera abrogée la hausse de la TVA programmée pour octobre. L'impôt sur le revenu sera rendu plus juste, plus progressif et plus compréhensible. Les niches fiscales seront ainsi plafonnées. Le taux d'imposition réel des contribuables aisés ne peut plus continuer d'être inférieur à celui de la majorité des Français. Pour les revenus annuels supérieurs à un million d'euros, une imposition exceptionnelle à 75 % sera instaurée. [...] Les revenus du capital seront imposés au même niveau que ceux du travail. Il n'est plus possible de tenir des discours sur la valorisation du travail et dans les faits privilégier la rente ».

- **Croissance** : « Nous avons anticipé pendant la campagne la faiblesse de la croissance en 2012 : estimée à 0,7 % par le précédent gouvernement, elle sera en réalité de 0,3 % ». [...] Pour 2013, la prudence et la sincérité nous conduisent à anticiper une croissance de l'ordre de 1,2 % contre 1,7 % attendu. [...] Je revendique le sérieux et la responsabilité budgétaires, [...] mais je refuse l'austérité ».

- **Redressement productif** : « Le redressement productif doit passer par la mobilisation de toutes les forces, de toutes les énergies de la France et de tous les secteurs économiques. Le redressement productif, c'est d'abord la volonté de rompre avec la désindustrialisation qui est à l'œuvre. Un pays qui n'a pas d'industrie est un pays qui n'a pas d'avenir. Le gouvernement présentera au cours de ce mois un plan pour la filière automobile. Des mesures seront prises pour éviter les plans sociaux abusifs. [...] La création du livret épargne industrie permettra de drainer l'épargne disponible, à des fins productives. [...] Nous allons développer une économie verte, fondée sur l'innovation technologique, l'une des composantes de notre redressement productif ».

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0202153294762-grand-oral-pour-jean-marc-ayrault-a-l-assemblee-340337.php>

- **L'intégralité du discours de Jean-Marc Ayrault** :

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/interventions/07.03_discours_de_politique_generale_de_jean-marc_ayrault_premier_ministre_devant_lassemblee_nationale.pdf

(sources : www.lesechos.fr du 03/07/2012, Valérie Mazuir, et www.gouvernement.fr)

[Retour au sommaire](#)

● Les réactions politiques au discours de M. Ayrault

A gauche

- **Jean-Marie Le Guen (PS)** a salué « un discours cohérent » qui « confirmait les engagements du président de la république », avant de dénoncer les « attaques ridicules et permanentes » de l'opposition : « Nous n'avons pas voulu entrer dans une espèce de cour de récréation, à qui hurlait le plus fort ».

- **Denis Baupin (EELV, vice-président de l'Assemblée nationale)** : « *La droite a été particulièrement ridicule* ». [Sur le fond, il a décerné un] « *15 sur 20* » [à M. Ayrault, plus particulièrement concernant la transition écologique et énergétique] : « *Le fait que le Premier ministre ait insisté au moins trois fois sur cela prouve que ce sera un objectif au cœur de sa politique* ».

A droite

- **Patrick Ollier (UMP)**, ancien ministre des relations avec le Parlement : Pour lui, le discours de M. Ayrault était « *sans souffle* » et « *très décevant* », ajoutant que le 1^{er} ministre est « *déjà dans le renoncement. [...] La gauche possède une majorité écrasante et on assiste à un catalogue, quelque chose ne va pas. Ça commence mal* ».

- **Luc Chatel (UMP)** a critiqué le « *tour de vis fiscal annoncé* » : « *Le moment est douloureux pour les Français. [...] La cigale qui a chanté pendant toute la campagne se trouva fort dépourvue lorsque le temps des responsabilités est venu* ».

- **Gilbert Collard (Non inscrit, apparenté FN)** a raillé « *l'idéoblattisme* » de M. Ayrault qui a prononcé des « *mots convenus qui cachent la réalité en cherchant des circonvolutions verbales* ».

- **Nicolas Dupont-Aignan (Debout La République)** : « *Ça sonne creux comme un tambour. [...] Il y a plein de promesses, mais pas les moyens pour les payer, [ajoutant qu'il] « n'a toujours pas compris [...] comment le gouvernement va s'en sortir* ».

<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Ayrault-entre-ideoblattisme-et-coherence-524979>

(source : www.lejdd.fr du 04/07/2012, Anne-Charlotte Dusseaulx)

● **La confiance votée pour le gouvernement Ayrault**

Le Premier ministre a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale lors du vote qui s'est déroulé mardi 3 juillet. Sur 544 votants et 527 suffrages exprimés, il y a eu 302 voix pour et 225 contre. Les députés PS, les écologistes d'EELV et les radicaux de gauche ont voté la confiance tandis que ceux du Front de gauche se sont abstenus. Les députés UMP et UDI (Union des démocrates et indépendants) ont voté contre.

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sans-surprise-les-deputes-accordent-leur-confiance-au-gouvernement-ayrault_1134002.html

(source : www.lexpress.fr du 04/07/2012)

● **Sécurité sociale : le déficit se réduit moins vite que prévu**

Une mise à jour des comptes prévisionnels présentée le 05/07 au gouvernement indique que le déficit de la Sécurité sociale se réduit moins vite que prévu en 2012. Sans les mesures correctives que va prendre le gouvernement, mais intégrant l'augmentation du Smic et le décret retraite pris récemment en faveur des salariés ayant commencé à travailler avant 20 ans, il s'élève à 15,5 milliards (contre 13,8 milliards initialement prévus). Dans la présentation de son budget rectificatif le 4 juillet, le gouvernement a annoncé que 2,3 milliards (sur les 7,18 milliards de mesures nouvelles) seraient attribués à la Sécurité sociale.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/07/05/97002-20120705FILWWW00386-secu-reduction-de-deficit-decevante.php>

(source : www.lefigaro.fr du 05/07/2012)

[Retour au sommaire](#)

● **Le gouvernement esquisse sa politique pour la sécurité sociale**

Après avoir insisté sur le passif laissé par l'ancienne majorité (« *90 milliards de déficit accumulé en 5 ans, en incluant le Fonds de solidarité vieillesse* »), Marisol Touraine a exposé les 1^{ères} orientations concernant la politique du gouvernement pour la Sécurité sociale lors du Conseil des ministres du 4 juillet et de la réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale du 5 juillet. Le budget rectificatif prévoit 1,5 milliard de recettes supplémentaires (entre autres par la remise en cause de l'exonération des charges sociales sur les heures supplémentaires et par le relèvement du forfait social acquitté par les entreprises sur l'intéressement et la participation). Il finance également les mesures « *de justice* » (augmentation de l'allocation de rentrée scolaire et retour à la retraite à 60 ans pour les travailleurs ayant commencé à travailler entre 18 et 20 ans). Le gouvernement a aussi décidé d'assouplir les contraintes financières qui comprimaient l'évolution des dépenses de

santé. L'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) sera fixé à 2,7 % contre 2,5 % cette année, soit une hausse de plus de 4,6 milliards d'euros en faveur de la santé. Les réformes de structures seront intégrées, elles, dans le budget 2013. Plusieurs pistes déjà : « *réorganisation du parcours de soins de ville* » pour un recentrage vers la médecine de proximité, réaliser « *des investissements* » en faveur du secteur public hospitalier, qui connaît de graves difficultés financières, s'attaquer au dépassement d'honoraires des médecins, poursuivre la baisse du prix des médicaments et instaurer de nouvelles incitations pour l'utilisation des médicaments génériques.

[http://www.lepoint.fr/economie/le-gouvernement-esquisse-sa-politique-pour-la-securite-sociale-05-07-2012-1481303_28.php?xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20120706](http://www.lepoint.fr/economie/le-gouvernement-esquisse-sa-politique-pour-la-securite-sociale-05-07-2012-1481303_28.php?xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20120706)

(source : www.lepoint.fr du 06/07/2012, Marc Vignaud)

● **Le gouvernement repousse l'idée d'une hausse de la TVA**

Allant à contre-courant des recommandations de la Cour des comptes, Jérôme Cahuzac, ministre du budget, a exclu toute idée de hausse de la TVA (et de la CSG) pour 2012 et 2013 : « *Il sera toujours temps de parler en loi de Finances initiale de ce qu'il en est des mesures mais, a priori, ça n'était pas, si j'ai bonne mémoire, dans le programme du candidat François Hollande* ». Concernant la Cour des comptes, M. Cahuzac a indiqué que si elle est « *libre d'indiquer ce que seraient ses choix de politiques publiques [...] il se trouve que ces choix-là relèvent de ceux qui en ont la responsabilité devant le peuple, c'est-à-dire [...] le président de la République et les parlementaires* ».

<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Jerome-Cahuzac-assure-qu-il-n-y-aura-pas-de-hausse-de-la-TVA-523908>

(source : www.lejdd.fr du 03/07/2012, B.B. (avec AFP)- Le JDD)

● **Le déficit de l'Etat s'est creusé de 1,2 milliard en mai sur un an**

Le 6 juillet, le ministère du Budget a annoncé que « *le déficit de l'Etat a augmenté de 1,2 milliard d'euros en mai sur un an, à 69,6 milliards d'euros, du fait du rythme de comptabilisation des dépenses en début d'année plus soutenu que l'année précédente* ».

- **Les dépenses** (budget général et prélèvements sur recettes) ont atteint, au 31 mai, 159,5 milliards d'euros contre 152,7 milliards un an plus tôt. Cette progression des dépenses est en ligne avec la loi de finances rectificative de mars 2012.

- **Les recettes** du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) se sont établies, à l'issue des 5 premiers mois de 2012, à 111,2 milliards d'euros contre 108,8 milliards à fin mai 2011. Le produit des recettes non fiscales, lui, a augmenté (4,9 milliards fin mai 2012 contre 4,3 milliards fin mai 2011). Explication : la recette exceptionnelle enregistrée par la vente des fréquences de la 4G (téléphonie mobile).

[http://www.challenges.fr/economie/20120706.CHA8693/budget-le-deficit-de-l-etat-s-est-creuse-de-1-2-milliard-en-mai-sur-un-an.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20120706](http://www.challenges.fr/economie/20120706.CHA8693/budget-le-deficit-de-l-etat-s-est-creuse-de-1-2-milliard-en-mai-sur-un-an.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20120706)

(source : www.challenges.fr du 06/07/2012)

[Retour au sommaire](#)

● **Léger recul du déficit commercial français en mai**

D'après les Douanes, le déficit commercial s'est réduit, à 5,3 milliards d'euros en mai après 5,8 milliards d'euros en avril. Les exportations atteignent 37,440 milliards d'euros en mai (contre 36,969 milliards en avril), les importations 42,765 milliards d'euros (après 42,737 milliards un mois plus tôt).

- **Les Douanes** : « *Les importations progressent à peine en mai car la nette contraction des approvisionnements en pétrole brut (prix et quantités) compense la hausse des achats pharmaceutiques et aéronautiques. [...] Les exportations, qui bénéficient notamment de la réalisation de grands contrats (industries navale et ferroviaire, œuvres d'art), demeurent fermes, de sorte que le déficit commercial se réduit sensiblement (de près de 500 millions)* ».

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202159853802-leger-recul-du-deficit-commercial-francais-en-mai-341550.php?xtor=EPR-1500-\[france\]-20120706-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202159853802-leger-recul-du-deficit-commercial-francais-en-mai-341550.php?xtor=EPR-1500-[france]-20120706-[s=461370 n=2 c=201]-937960@1)

- Les données détaillées (4 pages) :

http://lekiosque.finances.gouv.fr/appchiffre/nationales/revue/Chiffre_PDF.pdf

(source : www.lesechos.fr du 06/07/2012, <http://lekiosque.finances.gouv.fr>)

● Le MEDEF propose un compromis sur la taxe sur les dividendes

Mme Parisot a proposé au gouvernement que la taxe de 3 % sur les dividendes envisagée dans le cadre du prochain projet de loi de finances rectificative (PLFR) ne s'applique pas aux montants versés en actions, tout en rappelant l'opposition du MEDEF à ce projet : « *C'est un très mauvais signal donné à l'économie. [...] Aujourd'hui, l'économie a besoin de capitaux pour se financer. Ajouter une charge spécifique sur les dividendes est totalement contre-productif. Puisque le gouvernement veut favoriser l'investissement dans les entreprises, pourquoi ne pas au moins proposer que les dividendes versés, non pas en cash, mais en actions, soient exonérés de cette taxation à 3 %. Nous le dirons à l'occasion du débat sur le PLFR* ».

[http://www.lesechos.fr/investisseurs/actualites-boursieres/reuters-00452903-le-medef-propose-un-compromis-sur-la-taxe-sur-les-dividendes-340385.php?xtor=EPR-1500-\[soir\]-20120703-\[s=461370 n=4 c=403 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/investisseurs/actualites-boursieres/reuters-00452903-le-medef-propose-un-compromis-sur-la-taxe-sur-les-dividendes-340385.php?xtor=EPR-1500-[soir]-20120703-[s=461370 n=4 c=403]-937960@1)

(source : www.lesechos.fr du 03/07/2012)

● Automobile : pas de retour de la prime à la casse

- Michel Sapin, ministre du Travail, sur BFM-TV, répondant à la question de savoir si la prime à la casse pourrait être rétablie : « *Non, je ne le pense pas. Je pense que ce qui est important, c'est tout ce qui est recherche, développement, innovation, c'est de construire sur des bases solides la voiture de demain* ».

<http://www.capital.fr/bourse/actualites/pas-de-retour-de-la-prime-a-la-casse-pour-l-automobile-738302>

(source : www.capital.fr du 04/07/2012, Patrick Vignal)

● GDF Suez demande une hausse de 4,1 % du prix du gaz. M. Ayrault écarte une hausse supérieure à l'inflation

GDF Suez, après avoir réclamé il y a 2 semaines une hausse de 5 %, est descendu à 4,1 %. M. Ayrault, sur TF1, a exclu toute hausse supérieure à l'inflation : « *Il n'est pas question d'augmenter le prix du gaz plus que de l'inflation. [...] Il y a peut-être un problème juridique, technique, etc... mais moi, je veux qu'on comprenne bien qu'on ne va pas encore prendre de l'argent dans le pouvoir d'achat des classes moyennes et des classes populaires* ».

<http://www.lejdd.fr/Economie/Entreprises/Actualite/Prix-du-gaz-GDF-Suez-demande-une-hausse-de-4-525395>

[http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20120704.OBS6006/ayrault-ecarte-une-hausse-du-prix-du-gaz-superieure-a-l-inflation.html#xtor=EPR-1-\[Actu8h\]-20120705](http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20120704.OBS6006/ayrault-ecarte-une-hausse-du-prix-du-gaz-superieure-a-l-inflation.html#xtor=EPR-1-[Actu8h]-20120705)

(source : www.lejdd.fr, Matthieu Pechberty, <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 04/07/2012)

● Chômage : la CGT évalue à 75 000 le nombre de postes menacés

La nouvelle « *liste noire* » publiée par la CGT le 4 juillet fait état, non plus de 45 000 emplois menacés, mais de 75 000, avançant un certain nombre d'exemples : PSA (de 8 000 à 10 000 postes, Air France (5 122), Sanofi (4 000 postes, selon les syndicats), Hewlett-Packard, Bouygues, SFR...

<http://www.leparisien.fr/economie/emploi/chomage-la-nouvelle-liste-noire-de-la-cgt-04-07-2012-2077267.php>

(source : www.leparisien.fr du 04/07/2012)

[Retour au sommaire](#)

● Le MEDEF prédit des plans sociaux massifs à la rentrée

Pour le MEDEF, la rentrée sociale sera « *noire* ». Mme Parisot a expliqué, le 8 juillet, au Grand rendez-vous Europe 1-Le Parisien-i.TELE, que le nombre de dépôts de bilan pourrait être « *significatif* », peut-être « *massif* », touchant principalement « *les PME et certaines* ».

entreprises de taille intermédiaire ». La période estivale est une période difficile, durant laquelle « *les trésoreries des entreprises sont toujours mises à mal, les carnets de commandes n'étant pas suffisamment garnis* ».

- **Laurence Parisot** : « *Nous tirons la sonnette d'alarme. Depuis une dizaine d'années, chaque année, la situation est un peu plus grave* ». Selon elle, depuis 3 ans, ce sont en effet « *en moyenne 60 000* » entreprises qui disparaissent tous les ans. « *[Il faut que] tout le monde comprenne que si on veut que ces entreprises soient à nouveau performantes et puissantes et leaders au niveau mondial, dans cinq ou dix ans, il faut accepter des ajustements, il faut accepter des restructurations* ».

<http://www.lefigaro.fr/emploi/2012/07/08/09005-20120708ARTFIG00101-le-medef-predit-des-plans-sociaux-massifs-a-la-rentree.php>

(source : www.lefigaro.fr du 08/07/2012, Hayat Gazzane)

● **La Banque de France confirme s'attendre au recul du PIB au 2^{ème} trimestre**

Lundi 9 juillet, la Banque de France a indiqué que, d'après les résultats de son enquête mensuelle de conjoncture, elle confirmait s'attendre à un recul de 0,1 % du PIB au 2^{ème} trimestre. L'économie française ayant enregistré une croissance nulle au 1^{er} trimestre, il s'agirait alors d'un 1^{er} pas vers une entrée du pays en récession (« *dont la définition technique correspond à deux trimestres consécutifs de recul du PIB* »).

[http://www.challenges.fr/economie/20120709.CHA8716/la-banque-de-france-confirme-s-attendre-au-recul-du-pib-au-2e-trimestre.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20120709](http://www.challenges.fr/economie/20120709.CHA8716/la-banque-de-france-confirme-s-attendre-au-recul-du-pib-au-2e-trimestre.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20120709)

(source : www.challenges.fr du 09/07/2012)

● **Le réseau Ile-de-France Initiative a financé 1 205 entreprises en 2011**

En 2011, les 18 plates-formes « France Initiative » d'Ile-de-France ont financé 1 205 projets de création et de reprise d'entreprises (contre 1 160 en 2010, soit une hausse de 4 %), avec 17,6 millions d'euros de prêts d'honneur à taux zéro accordés. En 6 ans, elles ont contribué à créer et à reprendre 5 753 entreprises, créant ou sauvant 15 145 emplois. Les entreprises créées avec leur aide affichent un taux de pérennité à 3 ans de 84 %, nettement supérieur à la moyenne nationale hors réseau France Initiative (67 %, selon l'INSEE). Au total, ce sont 189 M€ (prêts d'honneur, apports personnels, prêts bancaires et capital-risque cumulés) qui ont été investis dans l'économie régionale.

[http://entrepreneur.lesechos.fr/entreprise/financement/actualites/le-reseau-ile-de-france-initiative-a-finance-1-205-entreprises-en-2011-10020145.php?xtor=EPR-1500-\[LEE quotidienne\]-20120705-\[s=461370 n=6 c= \]-937960@1](http://entrepreneur.lesechos.fr/entreprise/financement/actualites/le-reseau-ile-de-france-initiative-a-finance-1-205-entreprises-en-2011-10020145.php?xtor=EPR-1500-[LEE quotidienne]-20120705-[s=461370 n=6 c=]-937960@1)

(source : <http://entrepreneur.lesechos.fr> du 05/07/2012, Valérie Froger)

[Retour au sommaire](#)

● **Manuel Jacquinet, rédacteur en chef de la revue « En Contact » : 5 mesures pour créer 15 000 emplois en France dans les plates-formes téléphoniques**

A l'heure où Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, veut inciter les entreprises à rapatrier leurs plates-formes téléphoniques en France, M. Jacquinet, rédacteur en chef du magazine « En Contact », spécialisé dans les centres d'appels, lui écrit pour lui faire part de 5 propositions qui, selon lui, seraient efficaces pour atteindre ce but – tout en créant 15 000 emplois dans l'Hexagone : 1)- Créer des « Numéros Illico », pour répondre au téléphone vite, avec des agents localisés en France ; 2)- Rendre les services clients accessibles aux sourds et malentendants, par visio-conférence sur Internet et apprentissage du langage des signes par les téléconseillers ; 3)- Favoriser le développement du homeshoring, les services clients étant assurés à domicile par des travailleurs indépendants ; 4)- Recruter et former des demandeurs d'emplois, des jeunes, des seniors, au métier du service client ; 5)- Permettre aux centres d'appels et services clients d'ouvrir et de travailler le dimanche en France.

<http://www.en-contact.com/creer-15-000-emplois-dans-les-services-clients-les-centres-dappels-cest-les-cinq-mesures-qui-peuvent-aider-2/>

- **Le texte dans son intégralité (12 pages) :**

http://en-contact.com/wp-content/uploads/communiqu_4.pdf

(source : www.en-contact.com du 03/07/2012)

● Pour la 1^{ère} fois, la France émet de la dette à des taux négatifs

L'Agence France Trésor a levé 7,7 milliards d'euros d'emprunts à court terme. Les taux des titres à 13 et 24 semaines sont ressortis négatifs. Cela signifie que les investisseurs sont prêts à perdre de l'argent pour prêter à l'Etat français. La France est particulièrement bien vue sur les marchés, ses dernières émissions à 2, 5, 10 et même 30 ans l'ont été à des taux particulièrement bas. Depuis le début de l'année 2012, le coût d'emprunt moyen français est de 2,14 %. Il était de 2,80 % en 2011, de 2,95 % en 2009 et de 4,15 % en moyenne sur la période 1998-2007. Les raisons ? La crise et la crainte d'un éclatement de la zone euro. L'Hexagone est considéré comme « *second meilleur choix* » derrière l'Allemagne, « *tant sa dette est liquide* », indique le journal Les Echos.

[http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0202162878404-la-france-emet-pour-la-premiere-fois-a-des-taux-negatifs-342165.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120709-\[s=461370 n=3 c=306 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0202162878404-la-france-emet-pour-la-premiere-fois-a-des-taux-negatifs-342165.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120709-[s=461370 n=3 c=306]-937960@1)

(source : www.lesechos.fr du 09/07/2012, Guillaume Maujean)

● Sommet social : François Hollande appelle à « faire évoluer notre modèle social pour mieux le garantir »

François Hollande a lancé la grande conférence sociale lundi 9 juillet 2012, avec comme but la relance du dialogue social et la volonté de trouver un consensus avec les organisations syndicales représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC-CFE) et le patronat (Medef, CGPME, UPA) pour résoudre la crise. **Bernard Thibault** (CGT) a déclaré qu'il abordait la conférence « *de manière offensive* », et qu'il attendait « *des mesures concrètes* » et des « *décisions immédiates* » face à « *une situation d'urgence* ». **Laurence Parisot** (MEDEF) a insisté sur la nécessité « *d'améliorer le fonctionnement du travail* », en indiquant que « *les entreprises étaient fragilisées* ». **François Chérèque** (CFDT) attend « *un beau programme pour changer les choses* » et souhaite « *des mesures d'urgence pour aider les plus en difficulté* ». **Jean-Claude Mailly** (FO) entend discuter d'un projet de loi sur les reprises des entreprises, « *suggérant de 'durcir les conditions des plans sociaux quand les entreprises peuvent payer'* ».

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202162625149-conference-sociale-jean-marc-ayraud-salue-dans-une-methode-nouvelle-342085.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120709-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202162625149-conference-sociale-jean-marc-ayraud-salue-dans-une-methode-nouvelle-342085.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120709-[s=461370 n=2 c=201]-937960@1)

(source : www.lesechos.fr du 09/07/2012)

● Hausse des tarifs de l'énergie et des transports

Lundi 9 juillet, l'Etat a officiellement proposé de limiter la hausse des tarifs du gaz, de l'électricité et du train (hors TGV), à partir du 1^{er} août, à 2 %, soit au niveau de l'inflation.

[http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0202163074362-l-etat-limite-a-2-la-hausse-de-l-energie-et-des-transports-342189.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120709-\[s=461370 n=3 c=303 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0202163074362-l-etat-limite-a-2-la-hausse-de-l-energie-et-des-transports-342189.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120709-[s=461370 n=3 c=303]-937960@1)

(source : www.lesechos.fr du 09/07/2012)

[Retour au sommaire](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

● Plus de 7 milliards de hausses d'impôts dès 2012

- **ISF et droits de succession** : L'ancien barème sur l'ISF est rétabli. Néanmoins, en 2012, pour cause d'impossibilité technique de relever ledit barème en cours d'année, est créée « *une contribution exceptionnelle sur la fortune* », qui sera égale à la différence entre le barème de l'ISF d'avant 2011 (plus lourd) et celui en cours jusqu'à présent. Pour **les droits de succession**, « *le texte budgétaire ramène de 159 325 euros à 100 000 euros l'abattement fiscal autorisé par enfant et relève de dix à quinze ans le délai entre deux abattements* ».

- **Non résidents et expatriés** : suppression de la prise en charge par l'Etat des frais de scolarité des enfants français inscrits dans un établissement français à l'étranger. Paiement par les non résidents des prélèvements sociaux de 15,5 % sur leurs revenus fonciers issus de biens situés en France et sur leurs plus-values immobilières issues de ventes de ces mêmes biens.

- **TVA Sociale et heures supplémentaires** : abrogation de la TVA sociale et suppression de l'exonération de charges sociales pour les heures supplémentaires, sauf dans les entreprises de moins de 20 salariés.

- **Dividendes, stock-options, taxe sur les transactions financières** : paiement par les entreprises d'une taxe de 3 % sur les dividendes versés. Augmentation des contributions sociales sur les stock-options et les actions gratuites qui passent ainsi de 22 % à 40 %. Doublement de la taxe sur les transactions financières. Surtaxes pour les banques et les compagnies pétrolières.

- **Impôt sur les sociétés** : Depuis 2011, les entreprises réalisant plus de 250 millions de chiffre d'affaires sont soumises à une contribution exceptionnelle de 5 % d'impôt sur les sociétés, à payer normalement en avril 2013. Le projet de budget rectificatif leur demandera de verser, probablement en décembre, un acompte sur cette contribution.

- **Épargne salariale** (intéressement, participation, plan d'épargne-entreprise) : le forfait social payé par les entreprises sur l'épargne salariale passera de 8 % à 20 %. La déductibilité à l'impôt sur les sociétés de la provision, elle, sera supprimée.

<http://www.lefigaro.fr/impots/2012/07/04/05003-20120704ARTFIG00323-plus-de-7milliards-de-hausses-d-impots-des-2012.php>

(source : www.lefigaro.fr du 04/07/2012, Cécile Crouzel)

● **Le fisc devra rembourser 4,6 millions d'euros aux Témoins de Jéhovah**

La Cour européenne des Droits de l'Homme a rendu son verdict le 05/07 : La France devra verser près de 4,6 millions d'euros aux Témoins de Jéhovah en remboursement de taxes « *indûment perçues* » par le fisc entre 1993 et 1996. Le fisc avait en effet infligé à l'association un redressement, « *motivé par le refus de [lui] accorder l'exonération fiscale sur les dons et legs dont bénéficient en France les associations culturelles et les congrégations religieuses* », les Témoins de Jéhovah étant considérés comme une secte en France.

[http://www.lepoint.fr/societe/la-france-devra-verser-4-6-millions-aux-temoins-de-jehovah-05-07-2012-1481086_23.php?xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20120705](http://www.lepoint.fr/societe/la-france-devra-verser-4-6-millions-aux-temoins-de-jehovah-05-07-2012-1481086_23.php?xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20120705)

(source : www.lepoint.fr du 05/07/2012)

LA VIE DES ENTREPRISES

● **Microsoft soupçonné de fraude fiscale en France**

- **D'après Le Canard Enchaîné** : « *Le fabricant de logiciels aurait facturé par le biais de sociétés étrangères à au moins un client français des services commerciaux accomplis en France par des employés et des cadres de filiales dépendant de Microsoft France, afin d'échapper à l'impôt sur les sociétés* ». Pour le **tribunal de Nanterre**, qui avait ordonné une perquisition à Issy-les-Moulineaux, le 28 juin 2012 : « *Il peut être présumé que Microsoft Online Inc. développe, depuis 2008, une activité commerciale à destination de clients français, pour le marché français, en utilisant des moyens humains et matériels de la SAS Microsoft France, situé en France, [mais] sans souscrire les déclarations fiscales correspondantes* ».

- **Marc Mossé, directeur des Affaires publiques de Microsoft France** : « *Nous tenons à affirmer que nous agissons dans le respect des lois fiscales, et ce, dans tous les Etats au sein desquels nous opérons. [...] Nous confirmons la tenue d'un contrôle fiscal le 28 juin au sein de nos locaux à Issy-les-Moulineaux, au cours duquel nous avons pleinement coopéré avec les autorités. Nous récusons en revanche fermement toute allégation ou qualification de fraude, qu'aucune preuve ne vient démontrer. [...] Chaque exercice fiscal de Microsoft France a fait l'objet d'une vérification par l'administration des impôts. Tout au long de ces contrôles, elle s'est rendue familière de nos activités et n'a jamais utilisé la qualification de fraude de quelque nature que ce soit* ».

[Retour au sommaire](#)

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/07/03/97002-20120703FILWWW01043-microsoft-fraude-fiscale-en-france.php>

[http://www.challenges.fr/entreprise/20120706.CHA8703/microsoft-dement-toute-allegation-de-fraude-fiscale.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20120706](http://www.challenges.fr/entreprise/20120706.CHA8703/microsoft-dement-toute-allegation-de-fraude-fiscale.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20120706)

(sources : www.lefigaro.fr du 04/07/2012, www.challenges.fr du 06/07/2012)

● Bouygues Telecom : un plan de plus de 500 départs

Lors d'un Comité central d'entreprise, Bouygues Telecom a annoncé un plan de départs volontaires de 556 postes, afin de « *sauvegarder sa compétitivité* » face à Free Mobile.

- **Selon la direction** : « *La société ne pratiquera aucun licenciement dans le cadre de ce plan. [...] Ce plan repose intégralement sur le volontariat et la mobilité interne* ».

- **Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom** : « *Les plus de 4 000 collaborateurs qui travaillent dans les boutiques et dans les centres de relation clients ne sont pas visés par le plan de départs volontaires car nous souhaitons préserver à tout prix la qualité de la relation client. [...] Le contexte économique dans lequel se trouve l'entreprise est difficile. Le secteur est profondément déstabilisé en raison des conditions d'arrivée du nouvel opérateur (Free) et de la guerre des prix qui en a résulté* »

http://www.liberation.fr/economie/2012/07/03/bouygues-telecom-annonce-un-plan-de-plus-de-500-departs_830901

(source : www.liberation.fr du 03/07/2012)

● Orange ne remplacera pas tous les départs en retraite

Réagissant également à l'irruption de Free Mobile sur le marché, Orange « *prépare ses mesures d'adaptation* ».

- **Stéphane Richard, PDG d'Orange** : « *On n'échappera pas à l'adaptation mais nous le ferons de manière intelligente. Ma hantise est de réveiller les vieux démons. [...] Il faudra s'adapter sans brutalité et le faire dans le temps. Nous avons 2, 3, 4 ans devant nous. [...] Nous ne remplacerons pas tous les départs à la retraite, ce serait irresponsable, il faudra gérer la baisse des effectifs* ».

<http://www.lejdd.fr/Economie/Entreprises/Actualite/Orange-ne-remplacera-pas-tous-les-departs-en-retraite-524975>

(source : www.lejdd.fr du 04/07/2012, Matthieu Pechberty)

● Sanofi : 1 000 à 2 000 emplois menacés

La direction de Sanofi a confirmé jeudi 5 juillet une réorganisation de ses activités, refusant de s'exprimer sur son impact social et précisant qu'on en saurait plus en septembre. D'après les syndicats, 1 000 à 2 000 emplois seraient menacés.

<http://www.leparisien.fr/economie/emploi/plans-sociaux-1000-a-2000-emplois-menaces-chez-sanofi-05-07-2012-2078239.php>

(source : www.challenges.fr du 03/07/2012)

LA VIE DES DEPARTEMENTS

● Yvelines : 300 postes supprimés chez Renault-Flins

300 postes vont être supprimés à l'usine Renault de Flins, mais « *il n'y a derrière ni plan social ni licenciement* », indique la direction, qui ajoute : « *[Cela] ne concerne que la main-d'œuvre dite de structure, hors production* », [et se justifie par le fait que Flins est] le site [qui] a le plus de main-d'œuvre de structure, 1 100 personnes environ sur 3 200 ». La CGT, elle, parle de 371 postes.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/06/28/97002-20120628FILWWW00726-renaultflins-300-postes-supprimees.php>

(source : www.lefigaro.fr du 28/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

● Jean Arthuis (Alliance Centriste) : « Il faut augmenter la TVA et la CSG »

- **Jean Arthuis** : [Au sujet du discours de politique générale de M. Ayrault] « *C'était une redite du programme de François Hollande, nous n'avons donc rien appris de nouveau. Sauf qu'entre-temps, il y a eu le rapport de la Cour des comptes qui illustre le décalage croissant entre ce gouvernement et la réalité de la situation. [...] Si le gouvernement ne prend pas de mesure pour la compétitivité, la croissance, l'emploi, on va aller dans le mur. La principale opposition, ce ne sera pas l'UMP, mais la réalité* ». [Sur le programme de François Hollande, qui lui a valu d'être élu par les Français] « *Ce n'est pas la peine de demander un audit à la Cour des comptes si c'est pour ne rien remettre en cause derrière. Je pensais que ce rapport*

allait faire redescendre les socialistes sur terre. [...] Le gouvernement va supprimer la TVA sociale, il va alourdir les charges pour financer la retraite à 60 ans alors qu'il faut soutenir nos entreprises, et il ne réduit pas le nombre de fonctionnaires. [...] Nous n'avons plus le temps. Il faut baisser les dépenses publiques. Il faut aussi, dès maintenant, augmenter la TVA et la CSG. La première mesure permettra de compenser une baisse des charges. La seconde va aider au rétablissement des finances publiques ».

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/jean-arthus-il-faut-augmenter-la-tva-et-la-csg_1133980.html

(source : www.lexpress.fr du 03/07/2012, Thomas Bronnec)

● Budget : les mesures fiscales inquiètent la CGPME

La CGPME s'inquiète des mesures fiscales annoncées par le gouvernement : « Le projet de loi de finances rectificative présenté ce matin en Conseil des ministres suscite l'inquiétude des PME. [...] Un certain nombre de mesures [hausse du Smic et de la cotisation retraite] affecteront de manière négative l'activité économique en renchérissant les charges des entreprises. [...] Ces différentes mesures se traduiront par un alourdissement global du coût du travail et ce alors même que les PME voient l'horizon s'assombrir. [Les PME] seront frappées de plein fouet par les mesures de suppression des exonérations de cotisations patronales (pour les plus de 20 salariés). [L'augmentation des prélèvements sociaux sur l'épargne salariale] risque de décourager les PME souhaitant mieux associer les salariés au résultat de l'entreprise. Enfin, l'abrogation de la 'TVA sociale' pose à nouveau la question du financement de la protection sociale qui ne peut continuer à peser majoritairement sur les revenus du travail ».

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/afp-00453107-budget-les-mesures-fiscales-inquietent-la-cgpme-340818.php?xtor=EPR-1500-\[france\]-20120704-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/afp-00453107-budget-les-mesures-fiscales-inquietent-la-cgpme-340818.php?xtor=EPR-1500-[france]-20120704-[s=461370 n=2 c=201]-937960@1)

(source : www.lesechos.fr du 04/07/2012)

LIVRES/PUBLICATIONS DIVERSES

● Institut Montaigne : « Choisir les bons leviers pour insérer les jeunes non qualifiés »

- Présentation par l'Institut Montaigne : « En France, près de 20 % des jeunes sortent chaque année du système éducatif sans diplôme ni qualification. Le taux de chômage des jeunes y est proche de 23 % et ce sont les moins qualifiés qui sont les plus touchés : trois ans après leur sortie du système scolaire, 40 % des non diplômés sont au chômage, contre 9 % des diplômés du supérieur. Les expériences menées dans d'autres pays nous rappellent que le chômage massif des jeunes n'est pas une fatalité. Une politique volontariste et menée sur le long terme est la seule à même de porter remède à cette situation socialement inacceptable. C'est le sens de la Note que viennent de publier l'Institut Montaigne et Entreprise&Personnel, intitulée Choisir les bons leviers pour l'insertion professionnelle des jeunes non qualifiés. Elle identifie trois axes de réforme pour : faire émerger un environnement favorable à l'accueil des jeunes peu qualifiés dans les entreprises ; assurer une gestion véritablement décentralisée de l'insertion professionnelle des jeunes ; refonder l'orientation à l'école et valoriser les métiers requérant peu de diplômes. Cette note est le fruit d'un groupe de réflexion formé conjointement par Entreprise&Personnel et l'Institut Montaigne et présidé par Sandra Enlart, directrice générale d'Entreprise&Personnel ».

<http://www.institutmontaigne.org/medias/documents/note-choisir-les-bons-leviers-pour-inserer-les-jeunes-non-qualifies.pdf>

(source : www.institutmontaigne.org, juin 2012)

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf de Paris/région parisienne. En ligne tous les mercredis
Directeur de la publication : Vincent Ravoux, directeur général de l'Urssaf de Paris-région parisienne. Rédacteur en chef : Eric Tessier. Contact : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : eric.tessier@urssaf.fr